

Les parlementaires européens demandent : Pas d'UNRWA dans la reconstruction de Gaza

Ils évoquent les liens de l'organisation onusienne avec des groupes terroristes comme le Hamas et le Jihad islamique palestinien.

L'UNRWA a commis de « graves violations de la confiance », écrivent les 22 députés dans une lettre ouverte adressée le 20 octobre 2025 à la présidente de la Commission, Ursula von der Leyen. Selon eux, la reconstruction ne doit pas répéter les erreurs du passé et doit être menée par des partenaires « qui construisent pour la paix, pas pour la haine ».

Les signataires viennent notamment d'Allemagne, des Pays-Bas, d'Autriche, de France, d'Espagne et de Suède. La Suède et les États-Unis ont déjà suspendu leur coopération avec l'UNRWA, rappellent-ils.

La lettre fait référence à de nombreux membres du personnel de l'UNRWA qui ont été impliqués dans des actes terroristes. L'UNRWA utilise également une définition unique du réfugié pour les Palestiniens, qui rend le statut indéfiniment héréditaire et perpétue ainsi le conflit, selon la critique.

Des données rigoureuses derrière les critiques

Les liens des groupes terroristes comme le Hamas sont bien documentés, comme par exemple dans le <u>rapport du service de renseignement militaire israélien (Israel Defense Intelligence, IDI) du 23 avril 2025</u> qui démontre l'infiltration systématique de l'organisation des Nations unies. Le rapport souligne que l'UNRWA gérait une structure quasi-étatique à Gaza, avec plus de 12 000 employés locaux, dans laquelle le Hamas a pu étendre son influence pendant des années. L'analyse s'appuie sur des documents sécurisés et des données numériques analysés depuis le début de la guerre de Gaza.

Selon l'IDI, le personnel de l'UNRWA a participé activement au massacre du 7 octobre. Les données téléphoniques, le matériel vidéo et les signaux de localisation des enseignants, des travailleurs sociaux et des directeurs d'école en Israël ont notamment été collectés. Selon le rapport, les bâtiments de l'UNRWA jouent également un rôle important dans le système militaire du Hamas. Parmi les installations – en particulier sous les écoles – des tunnels, des centres de commandement et l'un des principaux sites de serveurs du renseignement du Hamas ont été découverts, à 18 mètres sous le quartier général local de l'UNRWA, avec une alimentation électrique directe par l'UNRWA.

Des tirs de roquettes à proximité immédiate d'installations des Nations unies ont également été documentés. Le 7 octobre lui-même, de nombreuses roquettes ont été lancées depuis des terrains scolaires ou des zones adjacentes, selon le rapport. L'IDI reproche à l'UNRWA



Les parlementaires européens demandent : Pas d'UNRWA dans la reconstruction de Gaza

de n'avoir signalé aucun de ces cas à Israël, alors que le droit humanitaire international l'exigerait.



Les parlementaires européens demandent : Pas d'UNRWA dans la reconstruction de Gaza



To: Ursula von der Leyen, President of the European Commission CC: Kaja Kallas, High Representative for Foreign Affairs and Security Policy

Brussels 20 October 2025

Dear President von der Leyen,

We, the undersigned Members of the European Parliament, write to you at a moment of cautious optimism. The past week has brought long-awaited progress, with the release of all remaining living Israeli hostages and a renewed commitment by regional and international actors to pursue lasting calm. These steps have created a real opportunity to rebuild not only homes but also trust and coexistence.

Europe now has a crucial role to play in helping Gaza recover in a way that strengthens peace and rejects the forces of hate. This requires that our support be channelled through partners who share those values and who can guarantee full transparency and neutrality.

Credible reports from media, UN Watch and others have shown serious breaches of trust within UNRWA, including staff members connected to Hamas and Palestinian Islamic Jihad. These revelations have led countries like Sweden and the United States to halt cooperation with the agency. In light of the serious findings, it is time for the European Commission to take the same responsible approach and ensure that EU funds go only to organizations that uphold the principles of peace, accountability, and human dignity.

The rebuilding of Gaza should not repeat the failures of the past. It must be carried out by credible organizations that invest in education, health, and opportunity for all — partners that build for peace, not for hate.

We therefore urge the Commission to review its partnerships for reconstruction and to align Europe's aid with the values that define our Union: transparency, peace, and respect for human life.

Sincerely,

Alice Teodorescu Måwe (Sweden)
Alexandr Vondra (Czechia)
Andrey Kovatchev (Bulgaria)
Antonio López-Istúriz White (Spain)
Bert-Jan Ruissen (Netherlands)
Celine Imart (France)
François-Xavier Bellamy (France)
Geadis Geadi (Cyprus)
Georgiana Teodorescu (Romania)
Henrik Dahl (Denmark)
Lukas Mandl (Austria)

Milan Zver (Slovenia)
Miriam Lexmann (Slovakia)
Ondřej Kolář (Czechia)
Reinis Poznaks (Latvia)
Sander Smit (Netherlands)
Sabine Verheyen (Germany)
Sebastian Tynkkynen (Finland)
Tiago Moreira de Sá (Portugal)
Tomáš Kubín (Czechia)
Volker Schnurrbusch (Germany)
Zala Tomasic (Slovenia)